

Madeleine Hersent, Isabelle Guérin
et Laurent Fraisse

Pour conclure : comment passer de la résistance à la transformation sociale ?

L'ouvrage témoigne de la diversité et de l'hétérogénéité des initiatives prises par des femmes dans différents contextes géographiques, socio-économiques et politiques. Mais il montre également des éléments de convergence.

Nous avons choisi le terme « initiative », car il nous paraît fidèle aux objectifs des actions poursuivies. Il fait référence à la capacité d'entreprendre dans un temps et un espace précis. Il renvoie à des démarches où les acteurs sont sujets de leur propre histoire à travers leurs réalisations. Le projet provient des femmes elles-mêmes et ne s'inscrit pas dans une logique de réponse à une contrainte institutionnelle. Ces réalisations traduisent l'énergie, la volonté et le désir de changement pour soi et son environnement. Les femmes mènent l'action comme elles la conçoivent, tant au niveau des objectifs que du mode d'organisation. Le terme « initiative » est souvent considéré comme sulfureux, car il fait référence à la capacité d'auto-organisation d'acteurs à qui on ne reconnaît pas volontiers cette compétence, notamment quand il s'agit de femmes.

Les cantines populaires et les coopératives latino-américaines, les nouvelles formes d'action syndicale asiatiques ou sud-africaines,

les groupements d'intérêt économique en Afrique ou encore les restaurants de quartier en France sont révélateurs de cette créativité. Chaque action produit sa propre histoire. Les formes d'organisation ainsi que les relations avec les partenaires ou les pouvoirs publics sont très liées aux circonstances locales. Certains contextes paraissent particulièrement complexes et plus défavorables aux initiatives féminines. Pourtant, au-delà des histoires singulières, des lignes de force émergent et donnent à réfléchir sur ces initiatives et leurs capacités de transformation. Nombre d'études de cas présentées dans l'ouvrage démontrent comment ces dynamiques sont productrices de changement mais aussi de déstabilisation, dans la mesure où elles réinterpellent les rôles, les représentations et dévoilent des rapports de domination.

La reconnaissance de ces initiatives passe par leur visibilité et l'analyse de leurs enjeux comme des oppositions auxquelles elles sont confrontées. L'avancée des changements et des transformations dépend de la capacité de mobilisation des femmes soutenues par des alliés qui les confortent, relaient leurs démarches et valorisent leurs actions à travers des grilles d'analyse adaptées.

Cette publication répond à plusieurs enjeux croisés. Elle vise tout d'abord à rendre visible la contribution économique des initiatives de femmes et à apporter des éléments de connaissance et de compréhension de leurs démarches. Elle témoigne d'une volonté partagée de faire reconnaître les dynamiques à l'œuvre sur les différents continents. Elle révèle l'énergie de collectifs et d'individus qui résistent et se battent au quotidien pour trouver des solutions adaptées aux situations vécues, faire valoir leurs droits mais aussi amorcer des changements. Fruit d'une collaboration entre acteurs de terrain et chercheurs, cette publication rend compte aussi de la capacité d'alliance entre deux mondes qui tendent trop souvent à s'ignorer. Elle prouve qu'il est possible de dépasser les places attribuées et de coconstruire un objet singulier permettant d'ouvrir des espaces de réflexion et de négociation.

Les initiatives des femmes tentent souvent de répondre à des questions de survie et à des besoins vitaux tout en élaborant des formes nouvelles de pratiques économiques et politiques. Trois questions sont essentielles et traversent (de manière inégale) les initiatives : la division sexuelle du travail, la défense des droits et la conception de la richesse. Elles se posent différemment selon les contextes tout en soulevant des enjeux communs. Au Nord, la question prioritairement posée est celle du respect du Code du travail, des

conditions décentes de l'exercer et de la compatibilité avec une vie familiale et les activités dites de « reproduction ». Au Sud, les questionnements sont plus variés en raison de la faiblesse des États de droit, mais cette question épineuse de l'articulation production/reproduction est également centrale. La formule de Naila Kabeer résume de manière très synthétique l'un des enjeux principaux de ces initiatives et qui traverse les frontières : « Les problèmes des femmes sont liées à leurs multiples rôles, d'ouvrières, de mères, de conjointes et de syndicalistes, ainsi qu'au stress dû à l'incompatibilité entre maternité et travail. » Un grand nombre d'initiatives visent à permettre aux femmes de mieux concilier ces différentes activités. La question de l'accès aux droits est ici essentielle. Nombre d'entre elles ne font ni plus ni moins que pallier l'incomplétude, voire l'absence, de droits économiques, sociaux et politiques de base : elles jouent donc un véritable rôle en matière de justice sociale et participent à ce titre à l'intérêt général (*Nobre et Freitas ; Verschuur*). Ce rôle semble parfois imperceptible tant les besoins sont grands, mais il faut imaginer ce que serait la vie locale sans ces formes de mobilisation. Il s'agit bien souvent de formes souterraines et permanentes de mobilisation, parfois de harcèlement, auprès des autorités publiques, pour garantir un minimum de biens collectifs ou refuser des inégalités qui leur semblent trop abjectes. C'est également une mobilisation continue auprès des populations locales – les hommes mais aussi de nombreuses femmes – pour faire évoluer les systèmes de représentation réfractaires au changement. Enfin, certaines initiatives ne se contentent pas de pallier les défaillances du système, elles plaident pour la reconnaissance et la visibilité du rôle assumé majoritairement par les femmes en matière de reproduction des familles et des territoires (*Angulo ; Côté*). Elles dénoncent la hiérarchisation et la dimension fondamentalement sexuée d'une série d'oppositions qui se recoupent et se confortent mutuellement : production/reproduction, public/privé, marchand/non marchand, professionnel/familial, etc. (*Kabeer ; Nobre et Freitas*).

Cette publication a également pour ambition de questionner les faiblesses et les dérives de ces initiatives. L'exercice est délicat compte tenu des décalages permanents entre discours annoncés et pratiques de terrain, entre idéaux à atteindre et contraintes d'action. Le système de contraintes dans lequel évoluent ces initiatives économiques est lourd, parfois paralysant. Leurs finalités sont pourtant fondamentales, car elles misent sur l'aptitude des personnes à devenir des sujets politiques capables d'enclencher une démarche trans-

formatrice et visant l'instauration de nouveaux rapports sociaux dans le moment présent. Ces démarches permettent aussi de sortir des logiques de victimisation très en vogue actuellement. L'exercice d'analyse est également délicat compte tenu d'évolutions dans le temps : soit le potentiel transformateur n'opère qu'au bout de plusieurs décennies, voire plusieurs générations, soit inversement il finit par être étouffé ou disparaître. Mais le détournement et la dilution des objectifs poursuivis, que l'on observe très fréquemment, ne remettent pas en cause la pertinence des analyses et des actions. Comme le fait observer Jules Falquet (2008, p. 84), en incitant les femmes à « participer » au développement, les ONG et les institutions internationales « ont construit une véritable stratégie de récupération du travail matériel des femmes et de la légitimité morale du mouvement féministe¹ ». Ce dévoiement existe, plusieurs chapitres l'ont souligné. Cela ne doit pas empêcher de soutenir des initiatives, ni se limiter à des critiques en fonction de leurs risques de dérive. Au contraire, les tensions, les contradictions entre les besoins et les souhaits de transformation socio-économique et la précarité des situations, l'hostilité de l'environnement, la crainte de perdre un revenu ou un statut, demandent à être investiguées et analysées pour avancer. Ces initiatives sont particulièrement intéressantes dans une époque où « on observe une tendance à la globalisation qui touche la production et la reproduction, qui transcende les frontières des États nations » (Beck, 1989, p. 26).

L'analyse empirique montre qu'en fonction des contextes et des périodes de leur histoire, la plupart des initiatives oscillent entre deux pôles. Le premier est celui de la « résistance », au sens d'une contestation discrète d'un ordre dominant qui permet l'accommodation mais se révèle dépourvue de capacité de transformation. Le second est celui de la « transformation sociale », dans la mesure où ces initiatives préfigurent d'autres manières de travailler, de produire, de consommer et de vivre ensemble et bousculent les rapports sociaux, dont ceux de sexe. Il est évident que les initiatives locales n'ont de légitimité qu'articulées avec un projet global de société. Se limiter à des actions locales éparpillées peut éventuellement susciter des effets positifs d'amélioration du quotidien mais interdit toute possibilité de changement structurel. Cela revient à maintenir le

1. Voir également la thèse d'Anna Jarry-Omarova (2010) pour le cas particulier de la Mongolie.

statu quo sur la question du pouvoir et de la conception de la richesse, à entretenir la vision apolitique mise en avant par les politiques de développement contemporaines (*Prévoist*), à maintenir le projet « moderniste » des approches « femmes et développement », selon lequel l'émancipation des femmes suppose simplement leur incorporation à la société de marché (*Degavre*).

Nous sommes convaincus que ces initiatives de femmes ont un potentiel réformateur, de par leurs capacités à questionner les frontières, à repenser le rapport à l'économie et au politique, la conception même de la richesse et, notamment, tout ce qui relève de la « reproduction » (*Degavre*). Ce potentiel réformateur reste néanmoins entravé par de multiples contraintes. En guise de conclusion, nous proposons de revenir sur les spécificités de ces initiatives, les écueils et les oppositions auxquels elles se heurtent, pour ensuite faire deux propositions majeures. La première s'inscrit dans une politique de la reconnaissance et suggère de multiplier et de consolider les alliances. La seconde proposition consiste à généraliser et à systématiser ce que certaines initiatives appellent déjà de tous leurs vœux et qui fait également écho à diverses réflexions contemporaines : une nouvelle conception de la richesse, qui considérerait les activités de lien et de soin non pas comme des activités subalternes, invisibles et féminines, mais comme des activités essentielles pour l'épanouissement des individus, femmes et hommes, et pour la pérennité de nos sociétés et de notre planète.

UN RAPPORT SINGULIER À L'ACTION ET AU POLITIQUE

Un rapport singulier à l'action

Beaucoup de ces initiatives se reconnaissent dans la mouvance de l'économie solidaire autour de la définition proposée par Bernard Eme et Jean-Louis Laville :

Composante spécifique de l'économie au côté des sphères publique et marchande, l'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; elle contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens (Eme et Laville, 2005, p. 253.)

L'ensemble des acteurs qui se retrouvent dans la mouvance du Réseau international de promotion de l'économie sociale et solidaire

(RIPESS) tente de construire une organisation internationale à partir d'une capitalisation des expériences et d'une mutualisation des méthodologies. Le Forum brésilien, le Chantier de l'économie sociale au Québec ou le Mouvement pour l'économie solidaire en France témoignent de cette dynamique. Les initiatives d'économie solidaire mettent en œuvre des formes de fonctionnement qui entrent en tension avec le modèle dominant de la réussite individuelle.

En réintégrant les principes de réciprocité et de redistribution à côté du marché (Polanyi, 1983), l'économie plurielle et solidaire (Charlier ; Hillenkamp 2009 ; Servet, 2007) propose un cadre conceptuel qui permet, d'une part, de déconstruire l'imaginaire économique et, d'autre part, d'étudier des expérimentations variées qui conjuguent initiative et solidarité. L'analyse vise en quelque sorte à questionner les frontières de ce qui relève ou non de l'économique, en prenant en considération des pratiques au croisement entre le légitime et l'illégitime, le légal et l'illégal, la sphère privée et la sphère publique ou encore le monétaire et le non-monétaire.

Une conception plurielle et solidaire de l'économie permet d'analyser la particularité des initiatives, que l'on retrouve dans la plupart des études de cas de l'ouvrage. La pluralité des comportements économiques est une première spécificité : ceux-ci ne se réduisent pas à la seule poursuite d'intérêts matériels mais englobent la recherche de bien-être et de bien-vivre, le souci d'autrui et l'engagement. Une autre spécificité concerne la mobilisation des ressources non marchandes et non monétaires et leur hybridation avec celles du marché dans la consolidation des activités. La dimension collective des initiatives est également une composante forte, ce qui suppose de rompre avec des conceptions individualistes en termes d'entrepreneuriat, d'*empowerment* ou de « capacités ». Sophie Charlier insiste sur l'importance de l'*empowerment* collectif dans les processus de changement. Madeleine Hersent et Pierrette Sombou relèvent également l'importance de l'entrepreneuriat collectif. L'organisation polyvalente et partagée qui prévaut dans de nombreuses activités initiées par des collectifs de femmes se heurte aux conceptions hiérarchiques classiques du modèle dominant. Les femmes s'inscrivent dans des projets collectifs qui leur permettent de compenser les faiblesses et les fragilités individuelles. Cette démarche aide les femmes à vaincre les obstacles, à réunir les conditions de réussite. C'est le fait d'avoir la maîtrise du projet, de savoir ce qu'elles veulent et de le mener à terme de la manière souhaitée qui leur donne l'énergie et la force de se lancer dans des démarches

complexes. Elles ne veulent pas d'un dirigeant, mais souhaitent maîtriser le processus de construction et diriger collectivement l'entreprise et organiser le travail de manière partagée. Sans action collective, le changement des mentalités a également peu de chance d'aboutir : certains comportements, considérés comme « déviants », ne sont acceptés qu'insérés dans une dynamique collective, dont le poids finit par avoir raison des pesanteurs et des résistances locales.

Un rapport singulier au politique

Face à l'hétérogénéité et à la fragilité des initiatives solidaires de femmes dont les effets demeurent discutés, la reconnaissance de leur potentiel de transformation sociale suppose de comprendre et de reconnaître dans quels contextes ces initiatives sont porteuses d'un rapport singulier à la politique et à l'utopie.

Les initiatives s'efforcent de « construire au quotidien une autre mondialisation », selon les termes employés dans la synthèse de la conférence sur l'économie solidaire au Forum social mondial de Porto Alegre, en 2002. Elles favorisent « une invention du quotidien » (De Certeau, 1990). Dans une période de crise où les frontières sont de plus en plus poreuses entre le champ des certitudes et celui des interrogations, ces initiatives proposent des alternatives concrètes. Les promotrices inscrivent leurs actions dans une double dimension politique : celle de l'accroissement de la capacité d'action et du développement individuel et celle des changements sociaux. Le texte de Sophie Charlier insiste fortement sur ce point, mais bien d'autres études de cas peuvent être abordées à travers cette double dimension.

L'implication des femmes dans le renouvellement des formes d'actions collectives témoigne également d'un rapport très pragmatique au politique, au sens d'une capacité d'agir sur les normes et sur les règles. Dans ces initiatives se joue une autre manière de faire de la politique, faisant ainsi écho aux propos d'Ulrich Beck : « On observe une inversion précaire du politique et du non-politique. Le politique devient apolitique, et ce qui est apolitique devient politique » (Beck, 1989, p. 405). C'est cet agencement singulier qui fait leur force et leur faiblesse et les rend parfois vulnérables.

Cette référence à une autre manière de concevoir et de faire de la politique a amené de nombreux acteurs à inscrire leurs professionnalisations sous l'égide de valeurs et de modes d'intervention spécifiques. L'importance est alors donnée aux transformations

sociales « agies » ici et maintenant, et non aux réussites individuelles qui sont réinterpellées à partir d'une grille de lecture articulée sur les mobilisations. Ceci demande de débusquer et d'étudier les démarches collectives trop souvent ignorées ou rendues invisibles. Cette vision nécessite d'appréhender les acteurs comme sujet collectif. Les processus de constructions collectives avec l'exigence du respect des singularités sont interrogés. Comme le relève l'introduction de cet ouvrage, ces initiatives se construisent dans le pragmatisme et non dans le radicalisme. Il s'agit de manière concrète de lutter contre le marasme ambiant et les pathologies sociales. De nombreuses initiatives revendiquent la dignité, le respect et la lutte contre le mépris comme principal ressort. Dans la synthèse du Chantier « Femme et économie », qui est à l'origine de cet ouvrage, il est souligné que les initiatives économiques de femmes « jouent un véritable rôle en termes de justice sociale et participent à ce titre à l'intérêt général » (Guérin, 2005a, p. 15). Cette exigence de justice et d'égalité est un axe fort de ces démarches. Ceci implique la reconnaissance des logiques propres des initiatives.

Le rapport à l'utopie est aussi un élément essentiel. L'utopie peut être considérée comme un outil critique permettant d'identifier un horizon à atteindre, et l'idéologie comme un modèle intellectuel favorisant une justification du réel. En un mot, l'utopie se situe dans un ailleurs revendiqué. La définition qu'en propose Antonio David Cattani (Laville et Cattani, 2005, p. 652) dans le *Dictionnaire de l'autre économie* nous paraît particulièrement pertinente : « L'utopie, écrit-il, est le désir d'altérité, la recherche de l'émancipation sociale, la conquête de la liberté. L'utopie n'est pas un concept ni un cadre théorique, mais une constellation de sens et de projets. Elle est une vision critique du présent et proposition pour le transformer positivement. » Déjà Paul Ricœur, en 1997, dans son ouvrage *Utopie et idéologie*, relevait les différences entre ces deux concepts.

Reconnaître et assumer cette dimension normative des initiatives solidaires de femmes nous semble la seule manière de surmonter les écueils et les résistances que les différents chapitres de cet ouvrage n'ont pas manqué de mettre en évidence.

UN DÉFICIT DE RECONNAISSANCE

Les initiatives de femmes sont confrontées à différents freins qui peuvent être contrecarrés si des stratégies adaptées sont mises en place. La non-reconnaissance de leurs spécificités nous semble

un écueil central. Ces initiatives souffrent d'un déficit de crédibilité ou de discrimination négative, comme le font observer Jean-Louis Laville et Genauto Carvalho de França Filho (2005, p. 368). Cette « invisibilisation » institutionnelle est partagée par l'ensemble des initiatives solidaires à cause de leur caractère hybride. À la dimension économique de réponses auto-organisées aux besoins de la vie quotidienne se combine une dimension sociopolitique de reconnaissance, dans l'espace public, de personnes et de pratiques socialement invisibles. La légitimité de choisir leur démarche d'émancipation, d'autonomisation et le mode d'organisation nécessaire pour la réaliser leur est déniée. Si cela est vrai pour l'ensemble des initiatives, quand il s'agit d'initiatives féminines cette situation est encore renforcée et confortée par les mécanismes de discrimination de genre qui traversent nos sociétés. La légitimité des femmes est contestée quand il s'agit de choisir leur propre démarche d'émancipation, d'autonomisation et le mode d'organisation. Et elle leur est contestée tant sur les plans symbolique, économique que politique.

Discrimination symbolique et économique

La première des discriminations est symbolique. Elle prend racine dans la non-reconnaissance : aux femmes, on ne reconnaît pas le droit de prendre des initiatives hors de l'action sociale sinon au sein de la sphère familiale. L'accès à la parole publique est a priori disqualifié par les pouvoirs technocratiques et communicationnels.

La non-reconnaissance de leur contribution à l'intérêt général et de leur impact en termes économiques ainsi que le rabatement systématique de ces initiatives sur l'action sociale ne facilitent pas leur développement. Les femmes sont le plus souvent considérées comme les auxiliaires du travail social, bénévoles qui s'autofinanceraient en assurant les fonctions liées au *care*. Les initiatives féminines sont évaluées par rapport à leurs effets sur la santé ou l'éducation, mais rarement quant à leur fonction économique ou à leur dimension collective. Comme le fait remarquer Benoît Prévost, sous l'angle économique l'essentiel des progrès à réaliser du point de vue des institutions d'aide au développement réside dans l'accès individuel des femmes à l'autonomie financière.

Pourquoi les initiatives de femmes sont-elles économiquement si peu visibles ? D'un point de vue cognitif, elles échappent aux catégories d'analyse et aux représentations dominantes de l'économie. Du moins, elles se heurtent à une incompréhension de leurs spéci-

ficités par déficit de signifiants largement répandus. D'un point de vue plus pratique, leur petite taille, leur atomisation ou la forme peu spectaculaire qu'elles peuvent revêtir contribuent à leur discrétion. Les représentations dominantes de l'économie tendent par construction à discréditer la dimension économique des initiatives de femmes. Les distinctions opérées entre travail productif et improductif, entre richesse monétaire et non monétaire, entre biens et services rares et abondants, entre économie officielle et souterraine, produisent, explicitement ou implicitement, des formes de disqualification de modes de production et d'échanges.

La spécificité collective des initiatives, qui constitue pourtant l'essence même de leur action, est peu reconnue et soutenue. Être exécutant, rester à sa place sociale ne pose pas de problème. En revanche, créer et gérer collectivement une activité en questionnant les places assignées et la distribution des rôles fait l'objet de nombreuses réserves ou critiques (Hersent, 2003, p. 250). Vouloir créer une activité collective où les femmes partagent de manière égalitaire les responsabilités et les tâches en répondant à la fois aux besoins identifiés et aux capacités collectives des personnes génère de très fortes oppositions. Défendre dans les faits un droit à l'initiative économique pour toutes et tous, se mettre en capacité de transgresser les rôles assignés par des démarches innovantes, engendre de la violence institutionnelle. Dans son ouvrage *La stratégie du choc*, Naomi Klein (2008) montre comment la répression en Amérique latine s'attaque en tout premier lieu à ceux qui mènent des luttes économiques et développent des solidarités concrètes. Vouloir mettre en cohérence le triptyque « valeurs, pratiques, modes d'organisation », dépasser les discours lénifiants par des actes et des réalisations concrètes suscitent méfiance et hostilité.

Discrimination politique

La dénégation systématique de la singularité de ces initiatives vise à les intégrer dans des programmes élaborés par des « technocrates ». Cet état de fait nous paraît révélateur d'un impensé largement partagé sur la capacité d'auto-organisation des personnes en difficulté socio-économique. Faire émerger des espaces de possible avec leurs lots de négociations et de compromis n'a pas bonne presse dans un moment où il est de bon ton d'avoir des positions tranchées. La construction d'alternatives axées sur une pédagogie de la réussite demeure difficile à revendiquer. Investiguer des

voies singulières où les personnes construisent ici et maintenant un autre rapport à l'économie fait l'objet de nombreuses critiques. Les initiatives sont regardées et critiquées à l'aune des risques de dérive et de remise en cause des « acquis » (Vacquin, 2008), et ne sont pas vues dans ce qu'elles représentent comme potentialités et éléments contributifs à un autre modèle de société. La construction d'alternatives en rupture avec la norme est difficile dans une époque où règne en maître le discours, l'important étant de dire et non de faire. Dans cette période de communication outrancière, la priorité est donnée à la représentation des choses. Dans la prolongation de « la société du spectacle » dénoncée par Guy Debord en 1967, on observe une tendance lourde à utiliser des mots décalés de leur sens premier dans un langage propre, que certains qualifient de « novolange », avec « une dynamique propre, un caractère performatif qui fait sa force : plus elle est parlée et plus ce qu'elle défend – sans jamais l'exprimer clairement – a lieu » comme le décrit Éric Hazan (2006, p. 21). L'essentiel est de raconter, non d'agir. Dans cet environnement, il n'est pas facile de faire reconnaître des alternatives. Déjà Claude Lefort relevait cette tension entre « mise en scène » et « mise en sens », dans son essai sur le politique en 1986.

L'action est déconsidérée, car sujette à polémique. « Il est urgent de ne rien faire » est un slogan largement partagé. Dans les secteurs encore fragiles institutionnellement, ayant du mal à se faire reconnaître, les réalisations, et même le réel, ne sont pas considérés comme importants, la ligne d'un horizon vertueux est promue. Ceci est renforcé par les discriminations de genre. On sait que les milieux économiques et politiques demeurent encore très imperméables aux problématiques genrées ; il n'en va pas autrement pour les sphères institutionnelles et administratives, le nombre de femmes dans les postes de représentation en témoigne. Or cette imperméabilité se retrouve également dans les secteurs contestataires ou alternatifs : les initiatives de femmes sont également marginalisées par les mouvements altermondialistes et ceux de l'économie solidaire.

Marginalisation par les mouvements altermondialistes

Cette question de domination masculine se retrouve dans l'ensemble du mouvement social. Dans le mouvement altermondialiste, la question du genre est complexe à intégrer. Alors que de nombreux participants scandent « Changeons le monde ! » dans

les forums sociaux, dans le même temps, on constate de grandes difficultés à modifier les rapports au pouvoir et au savoir pour faire respecter la parité et intégrer systématiquement un questionnement de genre dans les débats. Le mouvement altermondialiste demeure globalement sur un modèle d'opposition au système, axé sur les mêmes représentations que le modèle dominant en ce qui concerne l'égalité entre les femmes et les hommes. La question des « initiatives » est également méprisée. La ligne politique dominante est celle de la critique radicale et de ses conséquences en termes de contestation et d'opposition. « Il est en effet rare, écrit Axel Honneth, que les mouvements sociaux surgissent immédiatement avec des objectifs positifs car ils apparaissent la plupart du temps en réaction à des expériences négatives et formulent des états de fait négatifs plus qu'ils n'expriment des visées positives » (Honneth, 2006, p. 35). Dans les divers regroupements de l'altermondialisation, les forums internationaux, les alternatives ainsi que les mouvements de femmes (et d'autres « minorités ») ont eu du mal à se faire entendre.

Marginalisation par les mouvements de l'économie solidaire

On observe aussi une marginalisation au sein des mouvements de l'économie solidaire. Même si un grand nombre d'initiatives de femmes s'en réclament ou pourraient s'en réclamer du fait de principes communs d'action, et même si les acteurs de l'économie solidaire tentent de se différencier de l'économie dominante, un long travail reste à faire concernant la question de la place et de la position des femmes. Alors qu'on constate dans ce champ les mêmes inégalités qu'ailleurs en termes de représentation des femmes dans les instances de décision ou d'égalité professionnelle, le secteur a tendance à se penser naturellement vertueux sur cette question. L'appel incantatoire aux valeurs universelles masque des pratiques très inégalitaires. La question de la place et du rôle des femmes demeure complexe à traiter. Le chapitre de Denyse Côté sur l'expérience québécoise est très éclairant sur ce sujet. Il montre comment les initiatives féminines ont été laminées dans le temps dans le processus d'institutionnalisation de l'économie sociale et solidaire, alors qu'elles ont joué un rôle fondamental au démarrage des dynamiques et des mouvements. L'auteur met en évidence la défaite symbolique et matérielle du mouvement des femmes au sein de celui de l'économie sociale et solidaire québécoise.

Les rencontres de « Globaliser la solidarité », qui réunissent tous les quatre ans différents acteurs internationaux de l'économie sociale et solidaire, sont l'occasion renouvelée de constater les difficultés qu'ont les femmes à faire entendre leur voix. Les instances organisationnelles responsables de ces événements renâclent avec une énergie constante à l'émergence de cette problématique. En 2005, l'intégration de la parité entre les femmes et les hommes a fait l'objet d'âpres luttes. Lors des dernières rencontres de Luxembourg, en avril 2009, l'atelier consacré à l'entrepreneuriat solidaire féminin n'a pas été repris dans la synthèse des rencontres, car il se déroulait le dernier jour, trop tard pour être intégré aux conclusions générales. Le milieu de l'économie sociale et solidaire résiste sur la question du pouvoir et de la juste place à faire aux femmes, et rechigne à se doter d'un système d'organisation adapté pour cela. Pourtant, de nombreuses activités sont initiées par des femmes mais elles restent cloisonnées et de petite taille, sans trouver de relais politique qui permettraient leur développement. Dans l'économie solidaire, comme dans le reste de l'économie, l'accès aux postes de décision demeure largement fermé aux femmes, qui sont encore trop souvent cantonnées dans les rôles de salariées. Si quelques femmes sont en poste de responsabilité, l'égalité tant en termes de représentation que d'égalité salariale n'est pas encore construite.

Marginalisation par les mouvements féministes

Un autre écueil concerne les difficultés de reconnaissance par la mouvance féministe. En Europe, le militantisme féministe est dans une posture de contestation comme le mouvement social en général et hésite à entrer en débat avec les alternatives. Parfois, il les considère comme un élément affaiblissant les luttes.

Le dialogue avec les mouvements féministes est difficile pour des raisons historiques. Si on prend l'exemple français, d'abord le mouvement lui-même a eu des difficultés à faire reconnaître ses logiques propres. Claude Zaidman, titulaire du poste d'études féministes à l'université Diderot à Paris, interroge cette question et son impact sur la création du mouvement féministe. « C'est donc, non sur l'absence des femmes comme actrices dans le mouvement social de 68, mais sur leur absence comme "sujet collectif", qu'il faut s'interroger pour comprendre le mouvement des femmes en 1970 en France » (Zaidman, 2007, p. 50). Par ailleurs, la constitution du mouvement des femmes s'est faite sur des sentiments d'apparte-

nance où ce qui rassemblait était privilégié par rapport à ce qui séparait. « La lutte contre la domination masculine pensée comme universelle est posée comme principale par rapport aux luttes des "minorités" » (Zaidman, 2007, p. 47). Cette situation n'a pas facilité la prise en compte des différences sociales ou « raciales ». Les questions d'égalité en politique et de lutte contre les violences ont mobilisé d'abord les mouvements de femmes. La question économique et du travail des femmes est arrivée dans un second temps, et a souvent été étudiée du point de vue du salariat et des conditions de travail dans l'entreprise. La création d'activité n'a pas été considérée comme une possibilité émancipatrice pour les femmes mais, au contraire, a fait l'objet de nombreuses critiques, car elle se situe souvent à la frontière entre travail productif et reproductif. La confusion entre la création d'entreprise et son fantasme de réussite individuelle, et la création d'activité répondant à d'autres objectifs et à l'intérêt collectif n'a pas non plus aidé à la reconnaissance de ces dynamiques.

Récupérations économiques et politiques

Le positionnement des initiatives de femmes dans la sphère publique oscille entre déni et récupération. Dès lors qu'elles atteignent une certaine taille, qu'il s'agisse du nombre de femmes mobilisées ou de la richesse produite, elles courent un risque permanent de récupération, économique et/ou politique.

Les femmes expliquent la complexité de monter une activité transgressant les rôles et les habitudes. Elles questionnent la difficulté de changer d'échelle. Dès que les initiatives fonctionnent, elles sont détournées de leur objectif premier. Les exemples du beurre de karité au Burkina Faso (*Saussey*) et de l'huile d'argan au Maroc (*Damamme*) l'illustrent de manière exemplaire. Ce sont les hommes qui maîtrisent les techniques de distribution ou de commercialisation alors que les femmes assurent seulement la distribution au niveau local, ce qui ne leur permet pas de se développer et de dégager des bénéfices. Lorsque les initiatives prennent leur essor économiquement, elles sont fortement sollicitées pour intégrer des formes d'organisation et de commercialisation plus classiques que celles utilisées au démarrage. Plusieurs exemples montrent que deux dynamiques jouent dans ce processus d'appropriation des démarches économiques des femmes : le système patriarcal et le système libéral, démarches différentes mais qui peuvent se révéler

complémentaires pour déposséder les femmes de leur réussite (*Charlier ; Nobre et Freitas*). Parfois c'est également l'État qui vient déposséder les femmes. Lorsque les initiatives mobilisent des femmes en masse, alors la récupération est davantage de nature politique, par des réseaux ou organisations de nature diverse (politique, religieuse, communautaire, etc.) qui cherchent à contrôler les populations féminines pour en faire des sympathisantes, des votantes, des partisans ou des fidèles (*Guérin et Kumar*).

LES DÉFIS À RELEVER

Revendiquer les spécificités d'une approche en termes d'économie solidaire et de genre

Faire reconnaître les particularités de l'économie solidaire est un véritable défi, car le modèle de l'entreprise classique reste dominant dans l'imaginaire collectif et dans les faits.

Le modèle de la création d'entreprise est régulièrement appelé et pris comme unique référence. Il est très différent des alternatives collectives et solidaires qui s'inscrivent non pas dans la recherche de profit financier mais dans la préoccupation du bien commun, et qui se dotent d'une organisation de travail en cohérence avec l'objectif. On ne peut utiliser ni les mêmes références ni les mêmes outils. Les plans d'affaires et les montages financiers sont peu adaptés à la culture des initiatives solidaires et peuvent avoir des effets dévastateurs et démobilisateurs. Les évaluer sur des critères seulement économiques est inadapté. Il est nécessaire d'intégrer des critères plus sociaux que la seule rentabilité économique, comme la contribution non marchande ou la réciprocité, porteuses d'une logique différente. Au Brésil les acteurs évoquent le terme de « méthodologie sociale » pour expliciter la singularité des démarches de l'économie sociale et solidaire, comme le soulignait un intervenant à la conférence de Campinas (État de São Paulo) dont le thème portait sur le genre et l'économie solidaire. De nombreux travaux tentent d'intégrer ces différents critères d'évaluation en s'inspirant des nouveaux indicateurs de richesse. Quand il s'agit d'initiatives féminines, la démarche est encore plus complexe, parce qu'elle remet en cause le modèle dominant en modifiant les rôles traditionnels. Les caractéristiques de ces activités, qui allient souvent production et reproduction en réinterrogeant les frontières entre sphère publique et privée, sont complexes à faire reconnaître. Mais c'est un véritable

enjeu. La vision entrepreneuriale classique est insensible au genre, car elle est construite autour d'un modèle masculin de puissance fondé sur l'accumulation de richesse et le respect de la hiérarchie. Et souvent quand il s'agit de femmes, le profil d'exception de la *superwoman* est encensé, car il peut se calquer sur le modèle masculin sans contester le système.

Revendiquer les spécificités des initiatives suppose en outre de reconnaître l'importance de compétences qui sont également singulières. On a trop souvent tendance à penser que ce type d'initiatives relève uniquement de la bonne volonté. Or l'accès à des formations adaptées est pourtant un enjeu capital, comme le soulignent les textes de Madeleine Hersent et Pierrette Soumbou, ainsi que celui de Christine Verschuur.

Se mobiliser pour une politique de la reconnaissance : le rôle central des alliances

Il nous semble fondamental de se mobiliser pour une politique de la reconnaissance. Cette publication s'inscrit dans cet objectif. Dans cet ouvrage nous nous intéressons à ce qui fait mouvement, avec l'idée que c'est par la production de cette mise en marche que les femmes acquièrent des capacités d'émancipation et de responsabilisation, sources de changement. Ce qui nous paraît important à faire valoir, c'est la capacité à s'auto-organiser dans les lieux de production et d'expression, et de se mettre en position de réactivité en prenant appui sur des compétences acquises dans l'action et dans les trajectoires de vie des personnes.

Le cumul des incompréhensions auquel sont confrontées les initiatives nous amène à développer une stratégie visant à leur reconnaissance. Or pour se faire reconnaître, les initiatives ont besoin d'alliés dans différents domaines stratégiques. Certaines alliances renforcent la capacité d'action : ce sont celles entre acteurs et mouvements sociaux. D'autres renforcent la visibilité : ce sont les alliances avec les chercheurs. D'autres enfin facilitent la création ou le développement des initiatives, et parfois les justifient (lorsqu'il s'agit de revendiquer la mise en œuvre des droits) : ce sont les alliances avec les pouvoirs publics. Le rôle de l'État et des lois sociales doit être considéré comme central et ainsi déterminer les priorités : les alternatives solidaires ne sont pas là pour se substituer aux politiques publiques mais au contraire se construisent en complémentarité, et ont souvent pour objectif la mise en œuvre effective de

ces politiques. Elles jouent un rôle de pression sur l'État comme élément régulateur et garant de la défense des droits (*Kabeer ; Nobre et Freitas ; Verschuur*). Les alliances avec les médias sont également importantes pour la visibilité et la reconnaissance. C'est la conjonction de ces différentes alliances qui peut être moteur de changement. La frilosité des pouvoirs publics, leur tentative de récupération de toute action citoyenne non contrôlée ajoutée aux divers immobilismes et conservatismes impose des stratégies adaptées. Il nous semble important de commencer à faire la preuve par l'action des possibles, ensuite de les faire connaître par les médias, puis de les analyser avec des chercheurs, et enfin de les croiser avec d'autres mouvements.

Des alliances chercheurs/acteurs

Le milieu de la recherche est un allié important pour cette politique de la reconnaissance des initiatives, dans la mesure où il peut élaborer des outils facilitant l'analyse d'objets actuellement trop peu identifiés. Deux champs de recherche nous semblent prioritaires : l'économie solidaire et les études féministes. Pour les raisons déjà mentionnées plus haut, les grilles théoriques de l'économie solidaire offrent des pistes permettant de mieux comprendre la spécificité de ces initiatives, en particulier le réagencement entre famille, marché, autorité publique et société civile (Guérin, 2003). Mais cette articulation entre pratiques solidaires et espace privé-domestique est encore très peu analysée. De nombreux chercheurs de l'économie sociale et solidaire interviennent dans des programmes d'échanges internationaux, mais comme dans les réseaux d'acteurs, et à quelques exceptions près, la dimension genrée est insuffisamment prise en compte.

D'un autre côté, la recherche féministe est importante pour apporter des éléments de connaissance, d'analyse et de légitimation à ces initiatives. En 2007, la revue des *Nouvelles questions féministes* a consacré un numéro aux perspectives féministes en sciences économiques. L'éditorial en traçait les contours : « Ces instances marquent une nouvelle phase dans l'analyse féministe de l'économie, une phase caractérisée par l'ambition d'occuper le champ de ces sciences et non pas de lancer des critiques à partir de ses marges » (Alvarez et coll., 2007, p. 5). Un entretien avec Nancy Folbre en souligne les enjeux : « Les mêmes forces économiques qui ont créé les conditions d'une prise de conscience de la nécessité

d'une plus grande égalité en matière de genre sont en train de créer les conditions pour une transformation de l'État providence et pour un investissement plus sérieux dans le développement des capacités humaines » (Folbre, 2007, p. 117). C'est par le croisement de ces deux approches que la question peut évoluer.

Des alliances entre acteurs

Les actrices se regroupent dans des modes d'organisations en réseau, en marge des hiérarchies institutionnelles qu'il faut consolider. Ces actions sont portées par des acteurs atypiques relativement en marge des circuits traditionnels.

Quand il s'agit de femmes, l'invisibilité institutionnelle est encore plus forte. C'est ce qui fait leur force et leur faiblesse. Leur force réside dans la vitalité, la créativité et l'énergie des initiatives, mais la faiblesse de leur surface sociale représente un véritable handicap dans un monde clivé entre les puissants, les notables et les autres. Pour se faire entendre et intervenir, elles se regroupent, car elles sont plus fortes à plusieurs. Elles veulent une reconnaissance centrée sur les actions et les réalisations elles-mêmes, plus que sur le réseau d'appartenance et le système relationnel qui prévalent dans de nombreux regroupements. Les initiatives de femmes souhaitent des regroupements respectueux de leur identité et de leur dynamique qui permettent un renforcement des actions et des organisations par les échanges réflexifs, la capitalisation des actions et la mutualisation des méthodes. Les initiatives se regroupent souvent dans des réseaux qui leur semblent un mode d'organisation en adéquation avec leur finalité, car pour elles « la reconnaissance sociale passe moins par l'accès aux postes officiels que par l'investissement effectif de ses membres dans des actions concrètes », comme le souligne Laurent Fraisse (2002). Les initiatives solidaires sont dans une dynamique axée sur le renforcement des interventions et sur les démarches démocratiques et participatives. Compte tenu d'une grande diversité de champs et d'acteurs, le regroupement a pris une forme singulière d'organisation transversale et horizontale, une forme plus rhizomatique (Deleuze et Guattari, 1976) comme celle choisie par le réseau Réactives, en France, ou la Red de Mujeres Transformando la Economía (REMTE), en Amérique latine.

Des alliances avec les mouvements sociaux

Les actions collectives ont besoin d'être relayées par des réseaux élargis. Les initiatives solidaires féminines ont cherché des alliances. D'abord avec les mouvements de l'économie solidaire mais ceux-ci, nous l'avons vu, demeurent insuffisamment sensibles à la question du genre. Cette situation ne favorise pas le développement des initiatives de femmes, quand elle ne les freine pas, car la non-reconnaissance de leur spécificité ne permet pas d'utiliser les méthodologies adaptées ni de développer des stratégies facilitatrices. Pourtant, cette acculturation est un enjeu majeur pour un développement harmonieux de ce secteur. Les différentes composantes du mouvement – en particulier le mouvement associatif et coopératif – doivent s'emparer de cette question de manière transversale, tant sur les questions de parité dans les postes de responsabilité que sur la question de l'égalité salariale. Il est urgent que l'économie sociale et solidaire développe des pratiques en cohérence avec les modèles qu'elle revendique. L'alliance avec les syndicats et le mouvement altermondialiste demande également à être confortée.

Des alliances avec les réseaux féministes

L'alliance avec les mouvements féministes nous paraît essentielle. Elle représente une première étape pour faciliter d'autres convergences. Nous partageons ici les suggestions d'un document des Nations unies : « Pour empêcher la justice entre les sexes de descendre encore dans les préoccupations mondiales, les mouvements féministes auront besoin de conclure de nouvelles alliances, avec des institutions gouvernementales, des mouvements sociaux et des partis politiques » (UNRISD, 2005).

Cette alliance est indispensable. Pour diverses raisons historiques évoquées plus haut, elle est complexe à construire. Mais actuellement les mentalités évoluent et les croisements commencent à s'effectuer.

Miriam Nobre revendique le féminisme comme mode de pensée et comme mouvement social. « La visibilité des expériences crée des références positives, les renforce en tant que sujets et contribue à introduire la problématique du genre » (Nobre, 2005, p. 399). Elle souligne l'importance de la capitalisation des pratiques en réinterrogeant la division sexuelle du travail et en soulignant l'élargissement de la notion de travail au rapport social ainsi qu'à la

production et à la reproduction. La « boîte noire » de l'économie et des femmes commence à être explorée par les mouvements féministes. Myriam Nobre et Tais Viudes de Freitas insistent sur les nouvelles orientations de la Marche mondiale des femmes (MMF) pour 2010 :

Même si son appropriation est différente selon les régions du monde, la Marche mondiale des femmes a comme revendication en 2010 le renforcement de l'économie solidaire avec des taux de crédit peu élevés, le soutien à la distribution et à la commercialisation et d'échanges de connaissances et pratiques locales [...] L'engagement est pris de créer et renforcer les liens entre les femmes des milieux urbain et rural au travers d'expériences de vente directe, de marchés producteurs, de la préparation et de la distribution collective d'aliments (MMF, 2009, cité par Nobre et Freitas).

Dans un texte récent, Julie Matthaei tente de démontrer les liens entre le féminisme et l'économie de solidarité et analyse les interactions entre les deux dynamiques (Matthaei, 2009). De nombreux ponts sont en train de se construire pour fédérer les énergies.

Des alliances avec les médias

L'alliance avec les médias est fondamentale pour la visibilité des initiatives et des enjeux de société qu'elles soulèvent. Ici aussi les choses évoluent sur l'intégration de questions longtemps considérées comme périphériques. Par exemple, après une première tentative, en mars 2005, avec la publication d'un dossier « Mauvais genre », la revue française *Altermondes*, revue de la solidarité internationale, en a réalisé un second, en 2008, intitulé « Un genre à déconstruire », élaboré en partenariat avec le réseau Genre en action. Il est centré sur une sensibilisation à la notion de genre et à la défense des droits et aborde seulement dans les dernières pages la question économique. Si ce dossier présente donc de nombreuses limites, il a néanmoins le mérite de poser les termes du débat. Plusieurs articles ont paru dans des revues et dans des quotidiens. Des émissions télévisuelles ont présenté les initiatives solidaires de femmes et favorisé la sensibilisation d'un public plus large. Diverses publications sont en cours, en particulier en France, au Brésil et au Canada.

Saisir les crises actuelles comme opportunités

La prise en compte de la notion de genre dans différentes directives européennes et internationales a représenté une avancée certaine dans de nombreuses configurations, car elle a permis de penser et d'agir selon des logiques articulées sur les besoins de la population. Mais actuellement, les avancées ou les résolutions dans la mise en œuvre des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes sont affaiblies par les politiques d'ajustement structurel qui provoquent des reculs dans des secteurs paraissant pourtant bien construits. Rien n'est jamais acquis. Force est de constater que la montée de la crise socio-économique a remis en cause les fragiles avancées que les femmes avaient réussies dans le domaine de l'égalité. Comme le fait remarquer un rapport des Nations unies paru en 2005 :

Il est un domaine dans lequel les femmes n'ont pas pu étendre leur influence, c'est celui de la politique économique. La raison est que l'ouverture du processus décisionnel aux femmes a coïncidé avec un recul de l'influence des parlements sur la politique macroéconomique en particulier [...]. L'ironie veut que ce soit précisément au moment où les femmes commencent à décrocher des sièges parlementaires que ces institutions mondiales viennent affaiblir le pouvoir national (UNRISD, 2005).

Cette situation ne facilite pas la reconnaissance de démarches complexes à construire dans des milieux encore très largement patriarcaux.

Alors qu'il faudrait renforcer les actions visant à transformer l'économique et le politique pour pouvoir observer de véritables changements, l'arrivée de la crise financière de 2008 a fragilisé davantage les initiatives. On aurait pu imaginer que cette crise soit productrice de changement, or jusqu'à présent elle a surtout limité les marges de manœuvre et freiné les dynamiques. Loin de favoriser les prises de conscience, elle a limité les espaces de possible en renvoyant les femmes dans la sphère privée et la précarité (Elson, 2010b).

Il faut pourtant se saisir des crises actuelles et les transformer en opportunités pour revendiquer la nécessité absolue du changement (Matthaei, 2009). Au-delà de la crise économique et financière et de ses conséquences en termes de pauvreté et d'exclusion sociale, les incertitudes sur le changement climatique, les problèmes graves d'insécurité alimentaire et de patrimonialisation des ressources, sont autant de facteurs qui plaident pour une transfor-

mation en profondeur des pratiques économiques, et plus largement, de nos conceptions de la richesse. Les initiatives doivent se saisir de ce contexte de crise généralisée pour faire valoir le caractère innovant de leurs démarches.

POUR UNE AUTRE CONCEPTION DE LA RICHESSE

Enfin, ces initiatives n'ont de sens que si elles sont articulées à un combat de fond : repenser la richesse, non seulement en tenant compte de l'utilité sociale des initiatives mais en valorisant tout ce qui relève de la reproduction. C'est probablement sur ce thème que les alliances évoquées à l'instant peuvent se construire et engager une lutte commune.

Repenser la richesse est le seul moyen d'éviter un risque majeur, souligné tout au long de l'ouvrage : la mise en place d'une « économie de femmes » (Maus, 2010) et d'une « société civile de femmes » (Jarry-Omarova, 2010). Le risque est grand, en effet, et déjà à l'œuvre dans certains pays, que les initiatives prennent en charge collectivement les questions de *care* et de reproduction sans aucune compensation en provenance de l'État ou du marché (Guérin, 2003). Certes, ce type de scénario permet de soulager le quotidien des femmes et facilite leur accès à l'emploi, comme les cantines populaires péruviennes (*Angulo*). Mais il ne règle en rien le déséquilibre production/reproduction et le fait que ce soit uniquement les femmes qui en aient la charge. Ce scénario est même un recul lorsque les initiatives se substituent, contre leur gré, à des politiques publiques de socialisation du *care*, par exemple au Québec (Mendell et Tremblay, 1998). La question de la reproduction a été abordée dans cet ouvrage surtout dans sa dimension sociale, or elle doit être considérée de manière large « comme un ensemble cohérent, visant la reproduction, au niveau de la société, du lien social, de la subsistance matérielle et, plus globalement, d'un territoire de vie » (*Degavre*). La question de l'environnement, en particulier, mérite d'être abordée, à la fois compte tenu des enjeux que comportent les questions environnementales mais aussi de la place ambiguë qu'y tiennent les femmes. On observe que celles-ci, individuellement et en groupe, sont souvent les premières à jouer un rôle local de préservation de l'environnement, non pas nécessairement parce qu'elles sont plus enclines à préserver la nature, mais tout simplement parce que leur survie en dépend directement (Agarwal, 2002). Il est donc tentant d'encourager les groupes de femmes

à persévérer dans cette fonction de protection de la nature, ce qui a pour conséquence directe de décharger les États et le marché de leurs responsabilités tout en renforçant l'essentialisation des différences de genre.

Promouvoir une autre conception de la richesse est le seul moyen d'éviter les biais d'une vision « moderniste », qui se contente d'intégrer les femmes au système préexistant. Il faut agir autrement mais aussi penser autrement (Ferber et Nelson, 1993 ; Matthaei, 2009). Les enjeux d'une redéfinition de la richesse sont doubles. Le premier porte sur les rapports de genre : il s'agit de revaloriser la contribution des femmes à l'intérêt général et de lutter contre l'une des formes centrales d'injustice, celle de l'inégale répartition des activités de soin. Le second enjeu concerne la capacité de nos sociétés à avancer vers une économie durable, une économie qui reconnaît et développe les activités et les services qui « prennent soin », tant des personnes (santé, éducation, culture, bien-être) que de la nature (Degavre ; Gadrey, 2010).

Depuis les origines de la comptabilité nationale – et en dépit des critiques récurrentes dont elle a fait l'objet – la richesse reste limitée à la production de biens et de services vendus ou susceptibles d'être vendus. Les multiples travaux d'économistes féministes, en particulier le féminisme écologique, ont permis des avancées conceptuelles considérables dans l'analyse de la diversité des formes de richesse, d'échange et d'organisation, tant positives que négatives du point de vue de l'égalité et de la préservation de l'environnement (Merchant, 1990). Le *local feminism* s'inscrit également dans cette optique lorsqu'il considère le « reproductif » comme ressource du développement, à la fois en tant que source d'émancipation possible pour les femmes et contribution au développement socio-économique des territoires (Degavre).

La conception economiciste de la richesse a consacré l'invisibilité du travail domestique des femmes ainsi que sa dénégation, et ceci de deux manières : tant au niveau des compétences nécessaires, supposées « naturelles » et « innées », qu'au niveau des satisfactions que ce type de travail peut procurer, les tâches domestiques étant reléguées à une « obligation » féminine aliénante et en aucun cas source d'épanouissement personnel. « L'ennemi principal » est la formule désormais célèbre de Christine Delphy (1998) pour définir les activités de reproduction. C'est évidemment vrai pour nombre d'entre elles – comment parler d'épanouissement pour des activités physiques et répétitives telles que la corvée de bois et le

puisage de l'eau ? Mais repenser la répartition de ces activités suppose de tenir compte de leur hétérogénéité (Méda, 2001, p. 83). Les activités dites « de proximité » (activités de soins à autrui) – maladroite traduction du terme anglophone « *care* » – recouvrent des soins tant matériels qu'affectifs, à travers du temps passé à la discussion et à l'écoute de l'autre (Folbre, 1997). Un grand nombre d'initiatives solidaires de femmes agissent pour la socialisation du *care* tout en revendiquant la revalorisation de ces formes de travail invisible : cette revendication, on l'a vu, se heurte à de multiples résistances, tout en condamnant les initiatives au déni et à la non-reconnaissance.

Au cours du *xx*^e siècle et malgré les revendications des féministes de l'époque, agents recenseurs et statisticiens se plient aux définitions proposées par les économistes : seules les activités susceptibles d'être échangées sur un marché acquièrent le statut d'activité « productive » et les activités dites « domestiques » en sont évincées. Les femmes sont alors considérées comme « improductives » et reléguées dans la catégorie des « inactives » et des « dépendantes » (Folbre, 1997). Alors que le sens originel grec du terme « économie » renvoyait à « l'organisation de la maisonnée », celle-ci est désormais évacuée des préoccupations de la théorie du même nom. Les implications théoriques et politiques de cette mutation sont considérables. Pour le statut des femmes, cela va sans dire, mais aussi pour la société dans son ensemble. C'est un véritable modèle de société qui se met en place : cette classification amorce une conception hyperindividualiste et matérialiste du bien-être, qu'illustre le fameux « produit intérieur brut » (PIB), supposé refléter le niveau de richesse nationale.

Toute notion d'utilité sociale, qu'elle soit d'ordre individuel ou collectif, est désormais niée. Tout ce qui « fait lien » – et dont les femmes sont en large partie responsables – est dorénavant ignoré. Il en va de même des coûts et des externalités négatives issues de la production – en particulier dégradation de l'environnement et épuisement des ressources naturelles. Les questions de répartition – et donc d'inégalités – sont également occultées. Éducation, santé et, plus généralement, facilités et qualités d'accès aux services publics – pourtant ô combien essentiels au bien-être – connaissent le même sort, et on pourrait multiplier les lacunes du système (vitalité de la démocratie, solidarité, etc.). Une double hiérarchisation se met en place, dénoncée par le féminisme écologique : les femmes et le monde non humain (la nature) sont en dessous des hommes

(Agarwal, 2002). Bien au-delà des mouvements féministes, l'absurdité, les aberrations et les impasses de ce mode de comptabilité sont aujourd'hui dénoncées par toutes celles et tous ceux qui s'insurgent contre une vision matérialiste et individualiste du bien commun. Il ne s'agit que d'un outil, arguent encore certains, puisque tout outil suppose des choix et des arbitrages. La neutralité est une chimère. Derrière la prétendue technicité des indicateurs, ce sont des choix de société qui se dessinent et qui finissent par s'imposer puisque progrès et bonheur sont actuellement mesurés à l'aune du niveau de consommation. Il est urgent de rompre avec « la religion du taux de croissance » (Gadrey, 2002). Si de tels outils ont pu être partiellement justifiés dans le contexte de l'époque – rappelons que les outils de comptabilité nationale, à commencer par le PIB, ont été conçus dans les logiques de puissance de guerre et de reconstruction matérielle –, de nos jours, ils sont complètement aveugles à des logiques d'échange, d'égalité et de développement socialement durable. Or c'est bien cela dont nous avons besoin aujourd'hui.

Des analyses alternatives et innovantes de la richesse et de la productivité existent déjà (Gadrey et Jany-Catrice, 2007). Elles réfléchissent à d'autres étalons de mesure et proposent de tenir compte de l'ensemble des « coûts cachés », tant positifs (activités de socialisation, de soins à autrui, de construction et de maintien de réseaux sociaux, de partage de l'information, etc.) que négatifs (empreinte écologique, stress, violence, pollution et nuisances diverses, inefficiences marchandes résultant de situations de monopoles, d'alliances politiques, etc.). On ne peut que plaider en faveur de débats publics sur ces questions de mesure de la richesse, de la systématisation de leur application empirique, et enfin, de leur adaptation à une diversité d'environnements socioculturels et politiques. C'est le seul moyen de valoriser la multifonctionnalité des activités humaines et donc de lutter contre leur infériorité supposée en démontrant leur contribution majeure au bien-être individuel et collectif. C'est également le seul moyen de rendre compte du rôle capital des initiatives décrites ici et de les sortir du déni. C'est enfin le seul moyen de sensibiliser progressivement les décideurs et l'opinion publique – hommes et femmes – aux impasses d'une conception matérialiste et individualiste de la richesse, et à l'impérieuse nécessité de se centrer sur des objectifs de bien-être, de bien-vivre et de soin, qu'il s'agisse de soin à l'égard d'autrui ou de la nature.

Hersent M., Guérin Isabelle, Fraisse L. (2011)

Pour conclure : comment passer de la résistance à la transformation sociale ?

In : Guérin Isabelle (dir.), Hersent M. (dir.), Fraisse L. (dir.). *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale*

Paris (FRA) ; Marseille : Erès ; IRD, p. 313-337
(Sociologie Economique)

ISBN 978-2-7492-1298-2